



Avec d'autres femmes autochtones, la survivante de violences sexuelles commises pendant le conflit armé, Josefa Sanchez, Maya Ixil guatémaltèque, réclame justice et réparation, avec le soutien d'un projet du Fonds pour la consolidation de la paix mené par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (Guatemala, 2019)

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

PRINCIPAUX PROGRAMMES

- Appui aux organes directeurs mondiaux
- Prévention, maîtrise et règlement des conflits
- Appui à la consolidation de la paix
- Politiques, évaluation et formation
- Protection des civils
- État de droit et institutions chargées de la sécurité
- Assistance électorale

RESSOURCES (MONTANT INDICATIF)

8,1 milliards de dollars

902 millions de dollars au titre du budget ordinaire, 6,8 milliards au titre du budget des opérations de maintien de la paix (2018/19) et 393 millions de dollars au titre des contributions volontaires

PRINCIPAUX MANDATS

- Consolidation et pérennisation de la paix, résolutions 72/276 de l'Assemblée générale et 2282 (2016) du Conseil de sécurité
- Restructuration du pilier Paix et sécurité de l'Organisation des Nations Unies, résolutions 72/199 et 72/262 C de l'Assemblée générale
- Les femmes et la paix et la sécurité, résolutions 1325 (2000) et 2493 (2019) du Conseil de sécurité
- Les enfants et les conflits armés, résolutions 1612 (2005) et 2427 (2018) du Conseil de sécurité
- Violences sexuelles en période de conflit armé, résolutions 1820 (2008) et 2467 (2019) du Conseil de sécurité
- Les jeunes et la paix et la sécurité, résolutions 2250 (2015) et 2419 (2018) du Conseil de sécurité
- Étude d'ensemble des missions politiques spéciales, résolution 74/91 de l'Assemblée générale
- Sûreté et sécurité du personnel de maintien de la paix, résolution 2518 (2020) du Conseil de sécurité

PRINCIPALES ENTITÉS

- Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix
- Département des opérations de paix
- Missions de maintien de la paix, missions politiques et bureaux des Nations Unies



Au Niger, les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été considérablement apaisés par des femmes et des jeunes à qui ont été donnés les moyens d'agir comme artisans de la paix dans les régions sujettes aux conflits. (Niger, 2019)



ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

CONTEXTE

Après 75 ans de travail au service de la paix et de la sécurité internationales, l'ONU se heurte à des difficultés complexes et multiformes, dont beaucoup ont été aggravées par la pandémie de COVID-19. Fin 2019, les conflits avaient fait 79,5 millions de déplacés. Il s'agit là du chiffre le plus élevé jamais enregistré. Dans ces circonstances, nous nous attachons à mieux appuyer la prévention et l'atténuation des conflits.

Dans le cadre de mon programme de réforme, l'Organisation a restructuré l'architecture de paix et de sécurité du Secrétariat pour la rendre plus cohérente grâce à une approche holistique. Deux nouveaux départements ont vu le jour en 2019 : le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix – dont fait maintenant partie le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, qui a été renforcé – et le Département des opérations de paix. Ils disposent de capacités communes et s'appuient sur une même structure régionale pour gérer les opérations et les activités politiques. La réforme donne déjà des résultats évidents, ayant permis de donner une place prioritaire à la prévention, de mieux adapter les activités de maintien de la paix aux besoins, de traiter les transitions selon une approche intégrée, d'élaborer des stratégies régionales, de rapprocher l'action menée de celle du système des Nations Unies pour le développement, de renforcer le partenariat avec la Banque mondiale et d'accroître l'impact du Fonds pour la consolidation de la paix.

GRANDS OBJECTIFS

L'ONU soutient les États Membres en menant toute une gamme d'activités dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et aux mandats du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Dans le cadre de ses missions politiques et de ses opérations de consolidation et de maintien de la paix, elle les aide à prévenir, à atténuer, à maîtriser et à régler pacifiquement les conflits. Elle met également à leur disposition des moyens spécialisés pour lutter contre les violences envers les enfants et contre les violences sexuelles en période de conflit, pour s'occuper du sort des enfants en temps de conflit armé, pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles et pour prévenir les génocides.



Des femmes leaders de Papouasie-Nouvelle-Guinée discutent de la paix et de la sécurité avec une équipe de l'ONU composée de la Vice-Secrétaire générale, Amina J. Mohammed, de la Directrice exécutive d'ONUSIDA, Winnie Byanyima, et de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, Jayathma Wickramanayake. (Port Moresby, Papouasie-Nouvelle-Guinée, 8 mars 2020)

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Prévention, maîtrise et règlement des conflits

La diplomatie au service de la paix conserve un rôle central dans notre activité. Mes envoyés et représentants spéciaux ont accompli un travail diplomatique très approfondi au cours de l'année écoulée pour parvenir à une paix durable dans 54 zones de conflit, notamment en Libye, au Mali, au Soudan du Sud, en République arabe syrienne et au Yémen. L'appui à la transition au Soudan a été l'une de nos grandes priorités, tout comme le référendum pacifique en Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'apaisement des tensions postélectorales au Malawi et la riposte à la crise qui se déroule au Burkina Faso. En Gambie, nos bons offices ont concouru à encourager la recherche d'un consensus, tandis que dans l'État plurinational de Bolivie, mon envoyé personnel a aidé à apaiser les tensions et les violences au lendemain des élections de 2019. En Colombie, la Mission de vérification des Nations Unies continue d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable.

Les problèmes les plus complexes ne connaissent pas de frontières. Pour s'y attaquer, il faut adopter des approches transfrontières, comme dans le cadre du Groupe de cinq pays du Sahel ou de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. La stratégie actuelle du Fonds pour la consolidation de la paix a fait une priorité de l'appui transfrontalier et régional, l'objectif étant d'y allouer 20 % du portefeuille du Fonds.



“Il faut placer la diplomatie et le dialogue au centre de l'action menée pour prévenir et faire cesser les conflits. Seules les solutions politiques peuvent aboutir à une paix durable.”

Rosemary A. DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix

APPUYER LA MÉDIATION



L'ONU a procédé à
116

déploiements pour appuyer
25 processus de médiation



Elle a élaboré un ensemble d'outils numériques pour la médiation, afin d'optimiser l'utilisation des technologies et de contrer la désinformation et les utilisations malveillantes du cyberspace



Elle a soutenu des organisations régionales, la société civile et les États Membres



Elle a fourni des conseils d'expert au sujet des constitutions, des ressources naturelles, de la médiation locale, de la justice transitionnelle, des dialogues nationaux, des questions de genre et de l'inclusion

LES FEMMES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Au moment où la communauté internationale célèbre le vingtième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, nous plaçons la protection et la participation des femmes au centre de toutes nos activités de rétablissement et de consolidation de la paix et de prévention des conflits. En République centrafricaine, des femmes ont ainsi participé officiellement aux négociations de paix pour la première fois en 2019. Au Liban, notre soutien a contribué à l'élaboration d'un premier plan d'action national sur les femmes et la paix et la sécurité, qui a été approuvé par le Gouvernement en 2019.

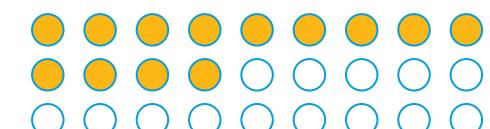


La Commandante Carla Monteiro de Castro Araujo, spécialiste de la sensibilisation aux questions de genre à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), s'entretient avec la population locale. La Commandante a reçu le prix de la personne parmi les militaires des Nations Unies qui s'est le mieux illustrée dans la défense de l'égalité des genres pendant l'année. (Bangui, République centrafricaine, 8 mai 2020)

ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES FEMMES AUX PROCESSUS DE MÉDIATION ET DE PAIX

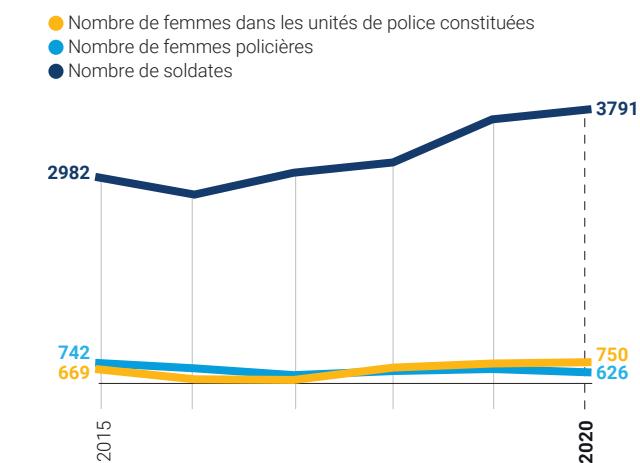
100 %

des équipes de médiation de l'ONU comprenaient des femmes



Des femmes faisaient partie de **13 des 27** délégations des parties à des conflits dans quatre processus de paix dirigés ou codirigés par l'ONU

LE PERSONNEL DE MAINTIEN DE LA PAIX COMpte DE PLUS EN PLUS DE FEMMES



CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS DE L'ONU POUR LES QUESTIONS DE GENRE

Le nombre de conseillères et conseillers est passé de 127 en 2018 ...

... à **146**
en 2019, (100 femmes et 46 hommes) ...



... qui fournissent des conseils et un appui techniques dans le domaine du genre

... dans **22**

missions politiques spéciales



Une équipe intégrée de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) s'est rendue dans la région de Mopti pour enquêter sur des attaques armées récentes. (Koulogon, Mali, 21 février 2019)

L'ONU dispose de plus de 40 missions politiques spéciales et opérations de maintien de la paix pour remplir ses mandats de prévention des conflits et de consolidation de la paix sur le terrain. Au total, le personnel civil et en tenue de ces missions compte plus de 95 000 personnes. Le personnel en tenue compte cinq fois plus de femmes qu'il y a 30 ans, et nous travaillons à atteindre la parité absolue grâce à notre stratégie sur la parité des genres applicable au personnel en tenue.



“Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies restent un outil indispensable pour favoriser la paix. Nous devons nous employer à en consolider les acquis et à continuer de progresser.”

Jean-Pierre Lacroix, Secrétaire général adjoint aux opérations de paix



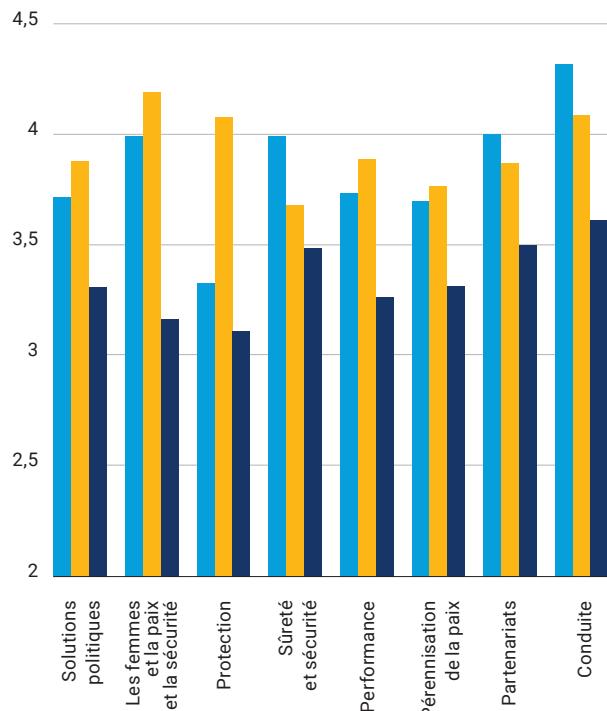
Au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et au Darfour, les opérations de maintien de la paix exécutent des mandats complexes, qui portent notamment sur la protection des civils et l'appui aux processus politiques. En République centrafricaine, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine a appuyé l'application de l'Accord de paix, ainsi que la préparation des élections, tandis qu'au Mali, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali a contribué aux discussions sur le redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes reconstituées et l'accélération du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration.

Notre travail dans le domaine du maintien de la paix s'appuie sur l'initiative Action pour le maintien de la paix. Approuvée par 153 États Membres, cette initiative trace une voie à suivre pour renforcer les activités de maintien de la paix dans huit domaines prioritaires grâce à des engagements pris collectivement par toutes les parties prenantes. En 2019, nous avons mené la toute première enquête auprès des partenaires, lesquels ont estimé que des progrès avaient été accomplis, notamment dans les domaines suivants : conduite; sûreté et sécurité; femmes et paix et sécurité.

ACTION POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX : RENFORCER LE MAINTIEN DE LA PAIX DANS HUIT DOMAINES

> 3 = Progrès 3 = Aucun changement 2 = Détérioration

● Secrétariat de l'ONU ● États Membres ● Société civile



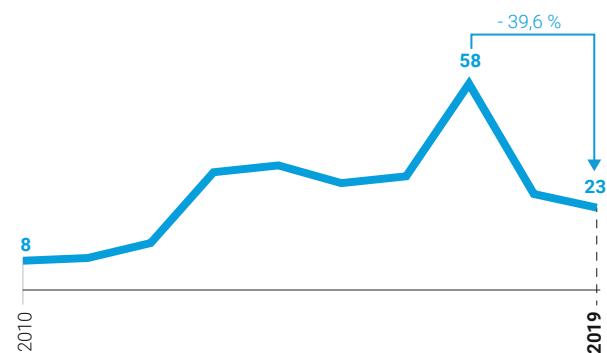
En août 2019, l'ONU a mené une enquête pour évaluer la perception des progrès accomplis dans l'exécution des engagements pris dans le cadre de cette initiative. Les valeurs indiquées ci-dessus correspondent à la réponse moyenne pour chacun des huit domaines prioritaires.

LE NOMBRE DE CASQUES BLEUS MORTS EN SERVICE A DIMINUÉ EN 2019

Nombre de décès parmi le personnel de maintien de la paix



* À l'exclusion du BANUS et de l'AMISOM. Les calculs pour 2018/19 se fondent sur le budget approuvé. Chiffres en milliers de dollars de 2018 (d'après l'inflation moyenne des pays membres de l'OCDE).





Une soldate de la paix contemple la salle de l'Assemblée générale lors de la réunion ministérielle des Nations Unies sur le maintien de la paix tenue en 2019 sur le thème « Capacités des troupes et unités de police, performance et protection dans les opérations de maintien de la paix ». (New York, 29 mars 2019)

Le Système complet d'évaluation de la performance, qui contribue au respect de l'engagement pris dans le cadre de l'initiative en faveur de la performance et de la responsabilité, aura été utilisé dans 13 missions de maintien de la paix d'ici la fin de 2020. Il nous aide à évaluer l'impact de notre action et à réaliser des analyses afin de mieux exécuter nos mandats.

Notre plan de réforme fait une place importante aux transitions dirigées par les pays, par exemple au Soudan, où nous retirons l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour tout en préparant la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan, qui s'emploiera à faciliter la transition politique, à préserver les progrès réalisés au Darfour sur le plan de la stabilité et à appuyer la consolidation de la paix. Une transition a également eu lieu en Haïti, où le Bureau intégré des Nations Unies en Haïti a été mis en place, tandis que le processus est en cours en Guinée-Bissau, où le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel a vu son rôle renforcé.

Protection des civils

L'année 2019 a marqué le vingtième anniversaire de l'inscription de la protection des civils sur la liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi, ainsi que du premier mandat de protection des civils confié à une opération de maintien de la paix des Nations

LA SÉCURITÉ CLIMATIQUE

Notre mécanisme de sécurité climatique promeut l'analyse et le traitement systématiques des risques de sécurité liés au climat dans l'ensemble de l'Organisation et améliore la coopération et l'échange de connaissances entre les institutions. En 2019 et en 2020, il a apporté un appui à l'analyse des risques en Afrique de l'Ouest et au Sahel, au Moyen-Orient et dans les îles du Pacifique.

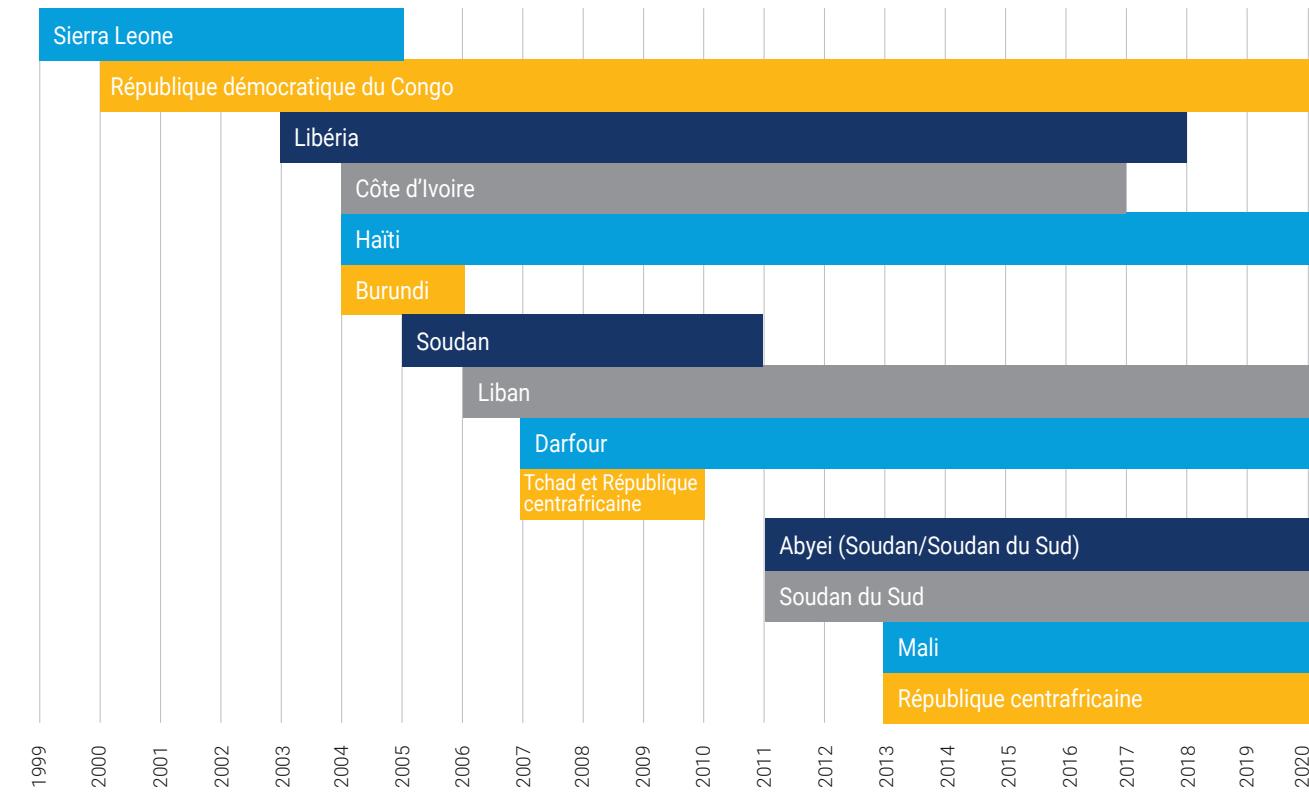
Unies (en Sierra Leone). Aujourd'hui, 95 % du personnel de maintien de la paix relève de missions qui sont dotées d'un mandat de protection. Au Mali et au Soudan du Sud, par exemple, nos missions aident à recenser les « points chauds » dans les zones à risque. Ailleurs, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Haïti et au Mali, les missions suivent des approches visant à réduire la violence locale et ont recours à des équipes d'intervention rapide.



Dans le cadre de son projet de réduction et de prévention de la violence de proximité, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) distribue des brochures éducatives à la population locale. (Munigi, République démocratique du Congo, 26 juillet 2019)

VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DU PREMIER MANDAT DE PROTECTION DES CIVILS

Mandats de protection des civils confiés à des opérations de maintien de la paix (de l'année de l'attribution du mandat à la fin de la mission)



Appui à la consolidation de la paix

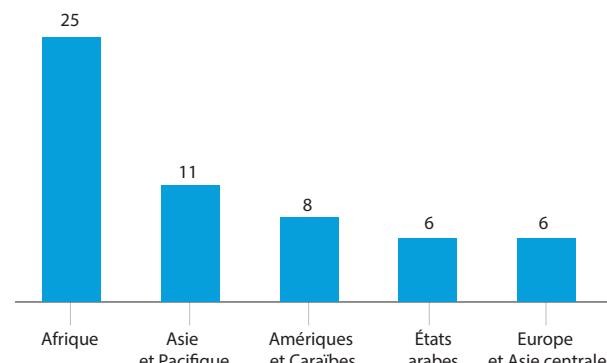
L'Organisation a entrepris le troisième examen de son dispositif de consolidation de la paix en 2019. Nous renforçons notre soutien à la Commission de consolidation de la paix, développons le Fonds pour la consolidation de la paix, encourageons la collaboration entre les piliers de notre action et resserrons nos partenariats avec les institutions financières internationales. Instrument de premier recours de l'Organisation en matière de prévention des conflits, le Fonds a appuyé l'action du système des Nations Unies au Burkina Faso, en collaboration avec la Commission de consolidation de la paix. Il a également apporté son soutien à des pays en phase de transition comme le Soudan. Au total, le Fonds a investi 191 millions de dollars dans 34 pays en 2019, plus encore qu'en 2018 (183 millions de dollars). Pour chaque dollar alloué, les donateurs et les gouvernements mobilisent généralement un investissement supplémentaire de 10 dollars, ce qui illustre bien l'effet catalyseur du Fonds pour la paix.



« La prévention est un moyen peu coûteux de protéger les acquis du développement, mais le financement suffisant, prévisible et durable de la consolidation de la paix reste un défi qu'il est essentiel de relever. »

Oscar Fernández-Taranco, Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix

56 CONSEILLÈRES ET CONSEILLERS DES NATIONS UNIES POUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT SONT DÉPLOYÉS DANS PLUS DE 70 PAYS*



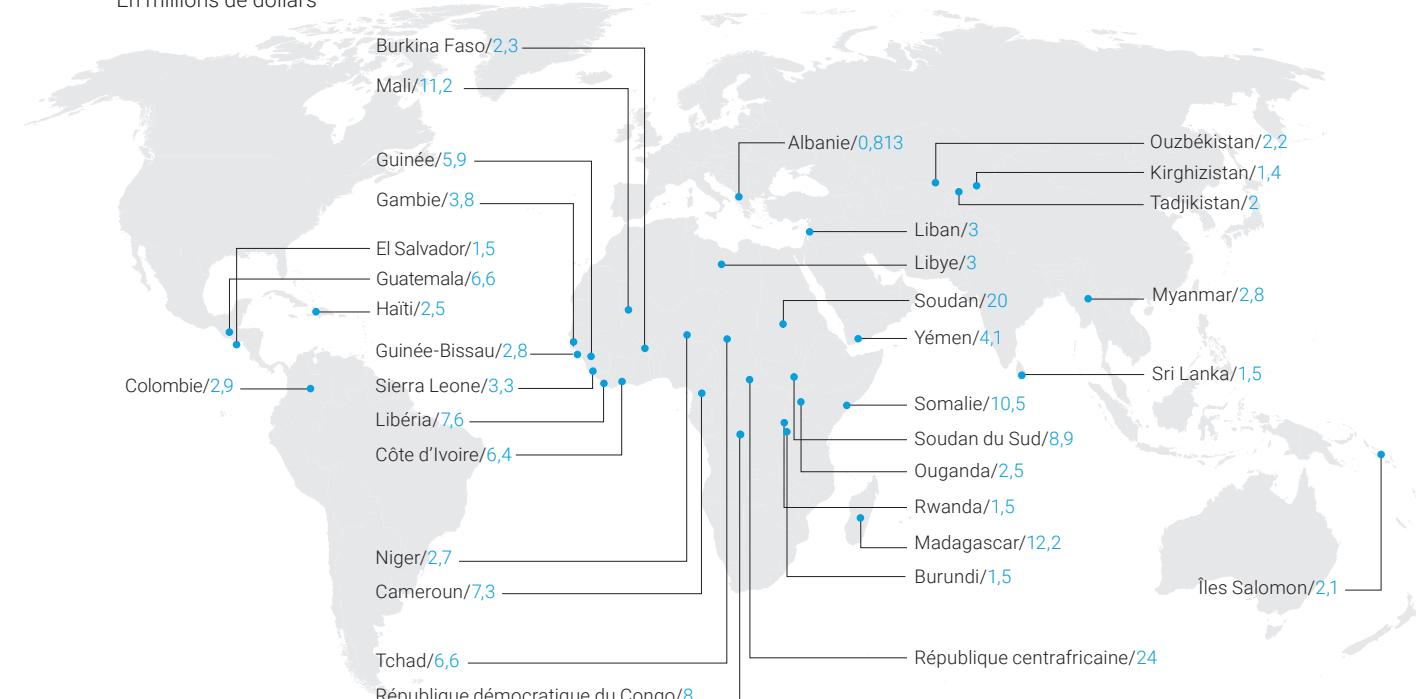
* Au mois de juin 2020



En Colombie, le Fonds pour la consolidation de la paix a financé des initiatives clés qui ont renforcé la mise en œuvre de l'accord de paix entre le Gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire. (Colombie, 1^{er} février 2020)

LE FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX A APPROUVÉ UN MONTANT TOTAL DE 191 MILLIONS DE DOLLARS AU TITRE DE 102 PROJETS DANS 34 PAYS EN 2019, AFIN DE SURMONTER LES PRINCIPAUX OBSTACLES À LA PÉRENNAISATION DE LA PAIX

En millions de dollars

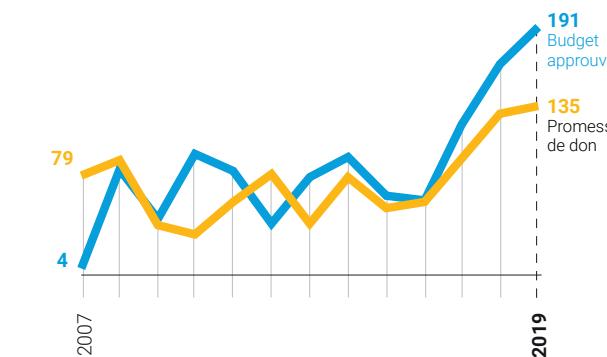


Les frontières et noms indiqués, ainsi que les appellations employées sur la présente carte, n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

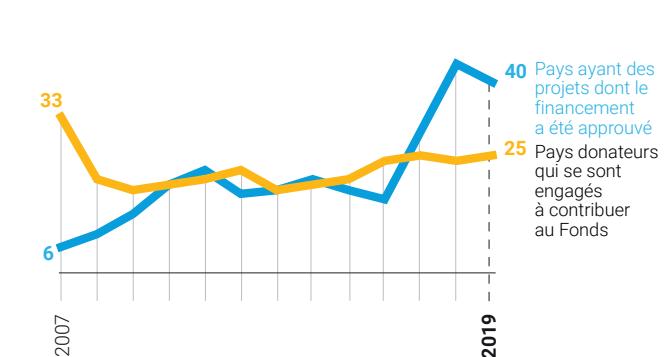
* Toute mention du Kosovo doit s'interpréter à la lumière de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité.

LE FONDS A APPROUVÉ 191 MILLIONS DE DOLLARS POUR LES PROJETS ET REÇU DES PROMESSES DE DONS DE 135 MILLIONS DE DOLLARS

En millions de dollars



LE NOMBRE DE PAYS BÉNÉFICIAIRES DU FONDS S'ACCROÎT ET LE NOMBRE DE DONATEURS RESTE STABLE





LES JEUNES ET LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

En juin 2019, nous avons coorganisé le premier dialogue régional sur les jeunes et la paix et la sécurité à Oulan-Bator pour que les jeunes puissent jouer un plus grand rôle dans les débats et l'élaboration des politiques. En outre, le Fonds pour la consolidation de la paix a investi un montant de

20 millions de dollars pour promouvoir le leadership chez les jeunes dans le cadre de son action en faveur des jeunes et de l'égalité des sexes, prenant ainsi la plus grande initiative de financement à l'appui du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité.

Assistance électorale

En 2019, nous avons fourni une assistance électorale à 60 États Membres et mené 70 missions électorales auxquelles ont participé 90 experts et membres du personnel, notamment en Côte d'Ivoire, au Honduras, au Libéria et en Ouzbékistan. L'Organisation a directement appuyé 19 élections, qui se sont déroulées de façon pacifique et ordonnée d'après les observateurs nationaux et internationaux. Notre assistance a également contribué à accroître la participation et la représentation des femmes, conformément à l'un des principes cardinaux de notre action. En cinq ans, le nombre moyen de femmes parlementaires a augmenté de plus de 7 % dans les pays bénéficiant de l'assistance électorale de l'ONU.



Un représentant de la Commission électorale nationale de Guinée-Bissau et un membre du personnel du BINUGBIS devant les kits de vote utilisés pour les élections présidentielles de 2019. (Bafatá, Guinée-Bissau, 2019)

NOS ACTIVITÉS D'ASSISTANCE ÉLECTORALE

- 60
 Nous avons aidé 60 États Membres à renforcer leurs processus électoraux et leurs institutions ...
- 70
 ... et effectué 70 évaluations des besoins et missions consultatives ...
- 19
 Nous avons aussi apporté un appui direct à 19 élections ...
- 30
 ... y compris en Afghanistan, à Madagascar et en Papouasie-Nouvelle-Guinée
- et
30
 États Membres ont bénéficié de formations et d'ateliers électoraux régionaux coorganisés par l'ONU et des organisations régionales



La Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Ingrid Hayden, visite le bureau de vote installé dans le lycée de jeunes filles Zarghouna du quartier de Qala-e Fathollah, à Kaboul, lors de l'élection présidentielle de septembre 2019. (Kaboul, Afghanistan, 28 septembre 2019)

État de droit et institutions chargées de la sécurité

L'appui de l'Organisation contribue à renforcer l'état de droit, qui est l'un des piliers de la stabilité. Au Mali, en République centrafricaine, au Soudan et au Soudan du Sud, nous avons contribué à renforcer les services judiciaires et pénitentiaires dans les zones touchées par les conflits, à plus systématiquement traduire en justice les auteurs de crimes graves et à accroître la capacité des organes de surveillance à appliquer le principe de responsabilité.

En République centrafricaine et en République démocratique du Congo, nous avons aidé les autorités compétentes à former et à appuyer les services nationaux de police. Au Mali et en République centrafricaine, la réforme du secteur de la sécurité a été intégrée dans les processus de paix. En Gambie, l'Organisation a soutenu la réforme du secteur de la sécurité menée par le pays, et au Burkina Faso, elle a réalisé une analyse des menaces associées aux acteurs non étatiques armés.

Pour favoriser le désarmement, la démobilisation et la réintégration, nous avons établi des normes mondiales révisées qui servent désormais à orienter nos programmes au Burkina Faso, en Haïti, au Mali, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Soudan.



Plan large de la salle du Conseil de sécurité pendant une réunion sur la situation en Haïti. (New York, 3 avril 2019)

Affaires du Conseil de sécurité

En 2019, le Secrétariat de l'Organisation a aidé le Conseil de sécurité à préparer 258 réunions et cinq missions sur le terrain et à élaborer 52 résolutions et 15 déclarations de la présidence. Il a aussi apporté un appui aux organes subsidiaires du Conseil, notamment aux comités des sanctions et aux groupes de travail.

Violence contre les enfants, enfants et groupes armés, violences sexuelles en période de conflit et droits des victimes

Dans le cadre de notre lutte contre les violations des droits humains liées aux conflits, nous avons contribué aux pourparlers de paix en République centrafricaine, qui ont abouti à la libération de plus de 600 enfants. À l'échelle mondiale, l'ONU a soutenu l'élaboration d'au moins 14 plans d'action qui ont permis de faire libérer 13 600 enfants de forces et groupes armés.